

Cultures et Politiques dans les Alpes contemporaines : enjeux de société, de spatialité et de réflexivité.

Bernard Debarbieux, Université de Genève¹

Revue de géographie alpine, Grenoble, 2008, vol. 96, no 4, p. 37-52.

La pratique de la recherche scientifique est pleine de paradoxes. L'un d'entre eux, et non des moindres, consiste à identifier des phénomènes émergents et à vouloir les analyser à l'aune des concepts les mieux installés des disciplines académiques et de leurs problématiques les plus récurrentes. C'est pourtant ce à quoi s'emploie ce texte avec le renfort de quelques fondamentaux de la géographie. Dès lors, le risque de paraître peu innovant pour analyser des choses nouvelles est bien réel. Pourtant, il mérite d'être pris tant les processus sociaux et spatiaux observables dans les Alpes contemporaines gagnent à être analysés à la lumière de ces quelques fondamentaux.

En effet, quoi de plus classique en géographie que de penser la dimension spatiale des sociétés sur le mode du couplage entre circulation des biens et des personnes d'une part, et pratiques d'ancrage et de fixation au sol d'autre part ? La géographie allemande depuis Friedrich Ratzel et la géographie française depuis Paul Vidal de la Blache ont fait de cette dialectique de forces contraires leur fond de commerce intellectuel. La géographie de langue anglaise de la seconde moitié du 20^e siècle, en théorisant la relation entre *place* (le lieu de la stabilité) et *space* (l'étendue des flux), et la géographie de langue française en jouant du couple entre *espace* et *territoire*, reprenait cette idée en renouvelant sa formulation. L'actualité des sociétés alpines et les travaux de recherche qui leur sont consacrés nous y ramènent. Car plus que jamais, l'espace alpin est marqué par le déploiement de flux toujours plus variés, toujours plus puissants, et symétriquement par la multiplication d'initiatives destinées à conforter ou à régénérer l'idée de localité.

Quelles spatialités et quelles territorialités travaillent les populations alpines aujourd'hui ? Quelles sont les figures contemporaines de la circulation et des flux, et les figures complémentaires de l'ancrage et de la refondation territoriale ? Voici les questions que cet essai, reprenant une intervention faite dans le cadre du centenaire de l'institut qui porte cette revue (juin 2007), se propose de développer.

Enjeux de circulation et d'accessibilité

Quelle est, pour commencer, la situation présente des Alpes en matière d'infrastructures et de flux de personnes et de marchandises ?

Du côté des infrastructures, il convient de rester attentif à l'amélioration continue de l'accessibilité du massif, jusque dans les plus profondes vallées. Certes, le rythme de construction des autoroutes s'est ralenti, la Convention Alpine ayant contribué à réfréner les ardeurs. Mais la qualité croissante des routes et de leur entretien font qu'aujourd'hui les villages alpins n'ont jamais été aussi accessibles, bien que très inégalement. Cette accessibilité accrue a peut-être atteint son apogée aujourd'hui ; la crise des finances publiques dans plusieurs Etats alpins, le renchérissement de l'énergie, et le désengagement des Etats en matière de transports publics pourraient contribuer à un retournement de tendance dans les

¹ Ce texte est la reprise, sous forme rédigée, d'une intervention publique donnée en juin 2007 dans le cadre des manifestations du centenaire de l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble

années à venir. En attendant, les conditions sont favorables à l'arrivée de nouveaux habitants dans les Alpes, et en particulier de pendulaires qui vont s'installer toujours plus loin des grands centres urbains, du moins tant que le coût des transports ne limite pas la mobilité de certains. Le développement des migrations d'aménités (retraités, travailleurs à domicile, etc.) profite de la même conjoncture. Dans ces conditions, les Alpes présentent un solde migratoire globalement favorable, même s'il est très contrasté : attractivité soutenue des Alpes françaises et des grandes périphéries des principales villes de Suisse, de Lombardie et de Bavière ; stagnation ou recul dans les Alpes piémontaises, de Carinthie et de Styrie.

Toutefois, la principale révolution alpine en matière d'infrastructures reste encore à venir. Les grands tunnels de base en construction en Suisse, et en préparation sous le Brenner (München-Innsbruck-Verona) et le Mont-Cenis (Lyon-Chambéry-Torino) vont bouleverser les conditions de circulation entre l'Italie et le reste de l'Europe. Certes, les conséquences de ces aménagements pour les Alpes sont encore mal perçues. S'il est probable qu'elles en bénéficient peu, s'il est possible qu'étant traversées « à l'aveugle », elles souffrent plutôt d'entrer dans une zone d'ombre du transport à grande vitesse en Europe, ce trafic nouveau peut ici et là avoir des conséquences contraires. Quelques mois après l'inauguration du premier de ces tunnels de base, celui du Loetschberg entre Berne et Brigue (Valais), on observe déjà une explosion du trafic de loisir à destination du Valais (+30% durant les trois mois d'hiver 2008 selon la compagnie publique de transport ferroviaire en Suisse). Un peu plus à l'est, une autre initiative nous renseigne sur les implications de ce type d'aménagement et le type de débats auxquels il donne lieu : un projet de gare, baptisée Porta Alpina, située au milieu du tunnel du Gothard, avec ascenseur débouchant à hauteur du village de Sedrun dans la haute vallée du Rhin, a été porté par une coalition d'intérêts locaux et régionaux. Cette gare aurait placé une partie du canton des Grisons à quelques dizaines de minutes de Zurich et de Milan. Bien qu'abandonné pour des raisons de surcoût et de complication dans la gestion du trafic, ce projet a permis un véritable débat public sur l'accessibilité des Alpes à l'ère des infrastructures enterrées ; mais in fine son abandon donne raison à ceux qui redoutent une marginalisation des Alpes par la grande vitesse.

L'espace des flux et des infrastructures de communication redéfinit en permanence la position des lieux et les conditions de leur accessibilité. Les Alpes ne dérogent pas à la règle. Leur densité de population et leur position centrale en Europe les mettent à portée de nombreuses grandes villes du continent. Mais les chantiers actuels rappellent qu'elles restent en dehors de l'Europe des métropoles.

Enjeux de société et de territorialité

L'accessibilité toujours croissante des villes, des villages et des vallées alpines et les migrations de population qu'elle suscite ont continué d'accroître la diversité des habitants des Alpes. L'installation de nombreux citoyens prêts à faire quotidiennement le trajet vers une ville proche, de retraités et de travailleurs à distance, d'actifs dans le secteur du tourisme, parfois saisonniers, a augmenté l'hétérogénéité des populations locales et diversifié les pratiques culturelles et les attentes en matière de services et d'aménités. Les derniers remparts réglementaires à la circulation des personnes sont tombés avec l'entrée de la Slovénie dans l'Union Européenne et l'ouverture du marché suisse du travail aux ressortissants de l'Union. Même le marché foncier et immobilier suisse, le dernier à continger l'acquisition de biens par des étrangers, pourrait être libéralisé, ouvrant la voie à davantage de nouveaux habitants dans les vallées alpines. Les conditions actuelles sont donc très favorables à un intense brassage des personnes.

Mais cette situation n'est pas sans susciter des réactions. La crainte d'un boom immobilier, dans les stations en particulier, suscite des réactions hostiles à l'égard des constructions de résidences secondaires, allant même jusqu'à l'instauration de moratoires comme depuis 2007 à Saint Moritz et Cran-Montana. Plus important peut-être, quantité d'initiatives s'efforcent de cultiver le lien social ou de re-territorialiser les pratiques économiques. Partout dans les Alpes, on voit se multiplier les initiatives visant à célébrer une forme ou une autre du patrimoine culturel ; on voit aussi se mettre en place des circuits courts de commercialisation des productions locales ; les appellations contrôlées, parties de France et d'Italie, gagnent la Suisse et l'Autriche, en combinant les avantages d'une plus-value commerciale et de constitution de véritables filières professionnelles ; etc.

A ce jour, la recherche alpine souffre d'un déficit de données et d'études de cas sur les transformations sociales et culturelles induites par les nouveaux courants d'échange et les nouvelles pratiques migratoires ; mais il y a fort à parier que les nombreuses initiatives visant à cultiver le lien social, à refonder des territoires et à soutenir l'activité économique locale traduisent des inquiétudes et un besoin d'ancrage renouvelé des populations locales. En particulier au moment où les Etats alpins revoient à la baisse la densité des services publics (poste, services de soins, etc.)

Nouvelles identités ? Nouvelles images ? Nouvelles frontières ?

Dans ce contexte, la question du devenir des liens sociaux et des clivages au sein des populations alpines interpelle autant les responsables politiques que les scientifiques. Dès le milieu du XXe siècle, les chercheurs avaient fait leur deuil d'une conception traditionnaliste et passéiste des sociétés alpines. Ils avaient alors pris la mesure de l'influence des cultures ouvrières dans les fonds de vallée, et du bouleversement introduit par le contact répété des Alpains avec les touristes. Mais à peine adoptées, ces catégories ne fonctionnent déjà plus vraiment : des touristes deviennent sédentaires ; des citadins deviennent résidents ; la présence ouvrière est sur le reflux ; et les habitants des Alpes sont eux-mêmes devenus adeptes de la mobilité contemporaine, jouant sur plusieurs lieux de travail, pratiquant le tourisme à l'intersaison. Il est probable qu'à la faveur de ce brassage et de cette remise en cause des façons usuelles de penser la diversité sociale des Alpes, les identités personnelles et collectives se soient profondément transformées. Mais dans ce domaine aussi, on manque de données et d'analyses.

Toutefois, quelques indices donnent à penser qu'en matière de sentiment d'appartenance, les références traditionnelles, essentiellement nationales et régionales, perdent du terrain face à de nouvelles références. Les grandes régions urbaines polarisent de plus en plus les pratiques et les représentations, indépendamment des cadres institutionnels hérités ; dès lors les habitants des aires périurbaines sont porteurs d'identités complexes combinant des références à la ville voisine et à leur aire de résidence, sans compter les autres formes d'identification possible. Les coopérations transfrontalières se sont multipliées. Et surtout les Alpes dans leur ensemble, prises en tant qu'espace d'identification, ont acquis une importance qu'elles n'avaient jamais eue dans l'histoire : des réseaux d'acteurs se sont organisés à cette échelle ; le programme communautaire baptisé « Espace Alpin », bien que portant sur une étendue beaucoup plus vaste que les seules Alpes, a suscité et soutenu de très nombreuses initiatives entre des communes, des associations, des espaces protégés, des entreprises de toute la chaîne. On assiste sans doute à l'émergence d'une gouvernance complexe à l'échelle des Alpes toutes entières, avec un nombre croissant d'acteurs et de niveaux d'action : des Etats, toujours présents, et tenus de coordonner leurs initiatives dans le cadre de la Convention Alpine ; des entités sub-étatiques (régions, cantons, lander, etc.) anciennement ou récemment investis dans

des politiques proprement alpines ; des communes de plus en plus à même de construire elles-mêmes des partenariats à travers les Alpes ; des associations et des clubs, et des fédérations alpines d'associations et de clubs qui prennent de plus en plus volontiers la parole pour défendre leur conception de la pratique et de l'aménagement des Alpes faisant preuve d'un véritable activisme pan-alpin; etc. Peu de régions transnationales connaissent une telle activité publique ; les Alpes constituent un passionnant terrain d'observation d'un phénomène certainement appelé à prendre de l'ampleur.

Matérialité et Imaginaire des Alpes

Le brassage des populations alpines et la redéfinition en cours des modes d'identification collective, avec à l'appui de nouvelles territorialités locales, doivent beaucoup au développement des infrastructures de communication et à l'intensification des flux. C'est en cela que les logiques de flux et d'ancrage ne sont pas contradictoires. Mais les flux en question ne concernent plus seulement les marchandises et les personnes auxquels s'intéressaient les premiers théoriciens de la géographie moderne. Pour rendre compte de leur capacité refondatrice en termes de spatialité et de territorialité, il faut reconnaître, à la suite d'auteurs comme Claude Raffestin, toute l'importance des flux assurément moins tangibles des transactions économiques et symboliques.

La monétarisation des modes de production et d'échanges s'est généralisée, en profitant du recours à des monnaies aux ambitions mondiales comme l'euro. L'adoption de cette monnaie unique par la plupart des pays alpins atteste de la recherche d'efficacité fonctionnelle des transactions marchandes, au détriment de la fonction symbolique habituellement associée aux monnaies nationales. Dès lors, les biens et les services se valent à l'échelle des Alpes toutes entières, l'euro servant de médiation instituant toutes les équivalences. C'est en réaction à cette équivalence généralisée qu'ont été pensées et mises en œuvre les monnaies régionales et les services d'échanges non-monétarisés. Comme si le combat, très inégal et quelque peu dérisoire à vrai dire, entre les options relatives à la monétarisation des échanges traduisait à son échelle et sur un mode concurrentiel, la tension entre logiques de flux et logiques d'ancrage sur laquelle repose l'essentiel de cette analyse.

La circulation des représentations, des images et des modèles constitue un autre indice du rôle croissant des formes de médiation dans la transformation de territorialités alpines. Plus que jamais, la gestion de l'espace alpin repose sur un nombre réduit de modèles et de représentations. L'emprise matérielle des formes de travail longtemps dominantes (agriculture, élevage, industrie) s'est atténuée ; l'économie alpine, à l'image de ce qui se passe dans l'Europe entière, s'est très largement tournée vers les services, beaucoup de ceux-ci tirant une réelle plus-value de l'environnement alpin. Ces éléments de contexte ont donc acquis une nouvelle fonction économique, au moment même où ils étaient investis de nouvelle manière d'une fonction symbolique et identitaire.

C'est ainsi que l'on peut interpréter la transformation du rapport au paysage et à l'environnement alpins. Le paysage est de moins en moins conçu comme le produit non-intentionnel des pratiques ordinaires (agricoles et pastorales notamment). Il est de plus en plus pensé comme un actif économique, dont la valeur marchande peut être évaluée si l'on en croit certains auteurs, une ressource touristique et un référent symbolique, si l'on en juge par la multiplication des formes de célébration et de promotion collective des patrimoines paysagers. De son côté, l'environnement est de moins en moins conçu comme un simple contexte au sein duquel se déploient les activités de production et la vie quotidienne des habitants. Il est de plus en plus pensé lui aussi comme ressource économique, notamment touristique, et comme aménité. Dès lors, on ne peut être surpris par le déploiement des

techniques et des politiques de paysagement et de gestion de l'environnement, puisque le paysage et l'environnement sont devenus les identifiants principaux de l'*alpinité*, de cette territorialité alpine propre à l'époque présente qui repose sur la valorisation des formes visibles et sensibles du contexte géographique.

Formes et raisons du changement global

C'est dans ce contexte que l'on peut étudier les diverses réactions à l'interaction des échelles géographiques et aux changements globaux observés dans les Alpes aujourd'hui.

Les manifestations de la circulation accrue des personnes, des biens, des images et de l'argent, ses conséquences observées et les réponses qu'apportent les sociétés locales ont déjà été rappelées ici. La dialectique entre logiques de flux et logiques d'ancrage y est à l'œuvre ; seuls ses objets et ses échelles diffèrent des objets et des échelles dont parlaient les auteurs du siècle passé quand ils théorisaient la territorialité des Etats-nations modernes.

La question du changement climatique elle est largement nouvelle. Inutile ici d'en rappeler les indices, les mesures, les scénarios et les conséquences en termes de tourisme hivernal, de production agricole et de risques naturels, tant ils sont connus. Par contre, on a moins réfléchi à ce jour aux dimensions spatiales et territoriales de ce phénomène. Tentons d'indiquer quelques pistes dans les lignes qui suivent.

Le réchauffement climatique, pour la partie qui résulte des activités humaines, est l'expression globale, planétaire, de l'addition et de la traduction sous forme de flux d'innombrables pratiques locales, notamment de consommation énergétique. D'une certaine façon, il peut lui aussi être interprété comme une forme de mondialisation (de déploiement dans l'espace mondial) par des flux que les institutions traditionnelles, territoriales, ne peuvent réguler. Quelles réactions ce réchauffement et les conséquences qui sont les siennes suscitent-ils ? Et quelles sont les formes spatiales et territoriales de ces réactions ?

Un premier type de réaction consiste à artificialiser les conditions d'exercice des activités économiques pour échapper aux incertitudes climatiques. La progression spectaculaire des investissements pour les installations de neige artificielle observée ces dernières années en constitue l'illustration la plus remarquable. Ce type de réaction participe des attitudes dominantes aujourd'hui à l'égard de l'environnement et du paysage : de nouveaux savoir-faire et de nouveaux dispositifs techniques augmentent notre emprise sur l'environnement ; et cette dernière est mise au service d'une pérennisation des acquis (le paysage ou le domaine skiable) et d'une optimisation des ressources. Toute artificielle et consommatrice d'énergie qu'elle soit, cette réaction peut elle aussi être qualifiée de territoriale dans la mesure où elle vise à conforter un système de pratiques, ici économiques et récréatives, en un lieu donné.

Un deuxième type de réaction consiste à adapter les pratiques locales aux nouvelles conditions climatiques et politiques. Cette adaptation peut prendre la forme d'un déséquipement des domaines skiables là où l'incertitude climatique est devenue trop grande : Abondance en Savoie, Bosco Gurin et Cari au Tessin viennent de rejoindre le cercle grandissant des communes ayant opté pour cette solution. Elle peut prendre aussi la forme de nouvelles pratiques et de nouvelles règles en matière de construction : depuis quelques années déjà, le Voralberg fait figure de région expérimentale en la matière. Dans ces cas là aussi, on a probablement affaire à des réactions territoriales si elles visent à refonder ou plus modestement à ajuster un système de pratiques et de représentations à un environnement changeant.

Les Alpes, une région ? Quelle région ?

Alors, si les Alpes sont, aujourd'hui comme hier, au croisement de logiques de flux et d'ancrages, de formes diverses de spatialité et de territorialités, faut-il en conclure que rien de bien nouveau n'advient, au moins dans cette partie là du monde ? Non, bien sûr. Les concepts peuvent garder de la pertinence même si les faits dont ils rendent compte ou leur combinaison changent. En l'occurrence, la nouveauté de la situation présente ne tient pas aux concepts qui permettent de décrire la spatialité présente des populations alpines, mais à deux inflexions qui attestent d'un changement de la relation que ces populations entretiennent avec leur environnement géographique.

La première, c'est le recul croissant, réflexif, que les populations alpines adoptent à l'égard de leur environnement et à l'égard d'elles-mêmes. Les spatialités et les territorialités que l'analyse scientifique isole sont d'abord et avant tout identifiées par les acteurs du quotidien eux-mêmes. L'intervention sur le paysage, l'environnement, le patrimoine et la circulation monétaire sont toutes intentionnelles et toutes découlent d'un diagnostic plus ou moins sophistiqué sur les flux et les territorialités qui sont à l'œuvre.

La seconde, c'est que ce processus de distanciation réflexive est la condition même d'existence des Alpes sur un mode différent de celui qui a longtemps prévalu. Longtemps, les Alpes n'ont désigné qu'une entité pertinente aux yeux de la seule connaissance savante, secondairement un objet géopolitique identifié et travaillé par les Etats concernés. Aujourd'hui, la réflexivité qui siège au cœur de certaines des initiatives territoriales identifiées ici – associations de communes alpines, Convention Alpine, réseaux de gestionnaires, de stations de ski ou d'entreprises, etc. - s'appuie aussi sur autant de représentations des Alpes, des représentations qui orientent l'action et l'action elle-même. Les Alpes en tant que telles émergent sous le double effet de représentations partagées, et d'actions concurrentes ou concertées qui se réfèrent à ces représentations.